INTERVIEW DE SOAD BABA-AÏSSA, PORTE-PAROLE DE L'ANPLA IMMIGRATION :

«La mosquée est l'annexe des partis islamistes»

Nous avons demandé à Soad Baba-Aïssa de préciser certains points de cette déclaration. Pourquoi elle ? Parce qu'elle en est l'auteur avec d'autres camarades, et qu'elle s'est toujours positionnée, ici en France où elle vit, mais en Algérie aussi, comme une militante active des droits des femmes. Syndicaliste et militante féministe laïque, elle allie le combat social et le combat sociétal car, convaincue, dit-elle, que «les valeurs d'égalité des droits, d'universalité des droits fondamentaux des femmes, de citoyenneté et de laïcité sont primordiales». Avec ses amies féministes, elle a créé, en Algérie, l'Association nationale pour la promotion de la laïcité en Algérie (ANPLA) dont elle est la porte-parole au sein de l'immigration. Elle a fortement pris part à la campagne 20 ans barakat (20 ans, ça suffit !) pour l'abrogation du code de la famille algérien. Soad Baba-Aïssa milite aussi au sein de l'association Femmes Solidaires et a intégré aussi le réseau Initiative féministe européenne (IFE) où elle est l'une des référentes laïcité.

Propos recueillis par Khadîdja Baba-Ahmed

***Le Soir d'Algérie* : L'islamisme a, dites-vous, «récupéré, détourné et confisqué ce que l'on a baptisé précipitamment de "printemps arabe"». Les forces démocratiques, notamment celles organisées, n'ont-elles pas, elles-mêmes, cru réellement à ce printemps et n'ont-elles pas, en l'occurrence, parfois manqué de clairvoyance dans l'analyse des soulèvements ?**

Soad Baba-Aïssa : Tout le monde a été surpris par les soulèvements populaires. Les forces démocratiques ont cru à ce «printemps arabe», à ce sursaut populaire. Les forces démocratiques ont peut-être manqué de clairvoyance dans l'analyse des soulèvements en pensant que la chute des dictateurs suffirait à entraîner la chute des systèmes dictatoriaux corrompus et maffieux. Mais la question de fond est que le terrain est miné socialement et politiquement depuis des années. Même si les islamistes n'ont pas été à l'initiative des grandes manifestations populaires, ils sont restés en embuscade en attendant le moment propice pour revenir sur le devant de la scène politique. Ils représentent la force politique la mieux organisée car depuis plus de trente ans leur idéologie s'est propagée à travers deux lieux primordiaux : l'école d'où sont sortis des individus ancrés dans l'irrationnel, dans l'obscurantisme ; les mosquées transformées en lieux d'agitation politique et de réunion, à raison de cinq assemblées générales par jour et du grand meeting du vendredi. Enfin, les partis islamistes sont financés à coups de milliards de dollars par l'Arabie saoudite et le Qatar. Les démocrates n'ont pas encore parfaitement intériorisé le fait que la mosquée n'est plus un espace de spiritualité mais l'annexe de partis islamistes.

Nous sommes face à une nouvelle recomposition politique et les forces démocratiques n'ont peut-être pas su s'organiser autour d'une plateforme politique, économique et sociale commune. Pouvons-nous considérer que la démocratie consiste uniquement en l'organisation d'élections libres, transparentes en permettant aux ennemis de la démocratie de s'engouffrer dans la brèche démocratique ?

Dans votre texte, vous dites «décapité et cassé par une répression féroce, le mouvement démocratique a été laminé et réduit en poussière». Cela est bien sûr un fait avéré, mais est-ce la seule raison ? Le mouvement démocratique ne porte pas en lui aujourd'hui les causes de son délitement : ego démesurés des dirigeants de partis ou d'associations ; compétitions féroces basées sur le zaïmisme ? Plus profondément, ces mouvements, qu'il s'agisse de partis ou d'associations, n'ont-ils pas manqué d'acuité dans l'analyse des forces politiques à l'œuvre dans les soulèvements de ce qu'ils ont appelé «le peuple» sans voir ce que recouvrait ce terme. Ensuite, et au-delà, dans l'action militante de tous les jours, ne se sont-ils pas justement éloignés de leurs bases, la laissant aux sirènes islamistes ?

Photo : DR

Soad Baba-Aïssa.

Est-ce que le véritable problème du mouvement démocratique, c'est le leadership ? Ce problème est secondaire car il existe partout. Le problème est la sous-estimation du danger de l'islamisme politique. En Algérie, nous l'avons vécu dans le sang et les larmes. Qu'il s'agisse des partis ou des associations, il est temps de prendre la mesure de son ancrage au sein de nos sociétés au quotidien. Pendant que les forces démocratiques pinaillent sur des questions d'ordre secondaire au regard des urgences actuelles, les islamistes travaillent systématiquement à la mise sous tutelle des mosquées qui ne seraient pas encore sous leur coupe. Nous ne sommes plus dans la pratique de la foi apaisée, dans la spiritualité. Nous sommes face à l'idéologisation de la foi. L'idéologie islamiste considère que «le peuple» est une communauté de croyants et l'ordre divin la seule source de droit. L'individu n'existe pas en tant que citoyen. Mais qu'est-ce que le peuple sans la citoyenneté ? Il ne peut y avoir de démocratie sans citoyenneté et celle-ci est la fille aînée de la laïcité.

Certains démocrates, en parfait accord d'ailleurs avec les pouvoirs occidentaux (notamment français et américains), prônent et vont même jusqu'à préparer, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, l'arrivée des islamistes dits «modérés» et le partage du pouvoir avec eux. L'urgence n'est-elle pas aujourd'hui pour les laïcs et les démocrates de détricoter ce concept d'«islamistes modérés» et de faire œuvre de pédagogie pour contrer cette grande supercherie ?

Dans tous les Etats où la religion dominante est l'Islam et de surcroît religion d'Etat, elle peut être un outil de répression, de coercition ; elle n'est pas un outil émancipateur. En Algérie, les «islamistes modérés», les islamo-conservateurs ont été au sein du parti unique, le FLN, ils sont encore aujourd'hui au sein des institutions politiques. Le code de la famille n'est-il pas le vrai visage de l'islamisme «modéré», une loi assurant la suprématie du religieux sur les lois civiles ? Or, cet islamisme «modéré» a basculé dans l'islamisme terroriste. Il faut rompre avec cette dialectique de l'islamisme modéré. Par essence, l'islamisme politique, c'est la violence.

Oui, je suis d'accord avec vous, mais vous me parlez d'une démocratie politique, moi je préfère, pour l'instant, parler de démocratie sociale. Que désirent les populations ? Elles l'ont dit à travers leurs révolutions : LA LIBERTÉ et le «kit» qui va avec. D'ailleurs, nous avons pu observer comme dans une logique implacable que les islamistes étaient absents ou totalement absents des révolutions arabes.

Toute la question est de savoir si nous sommes à la hauteur des enjeux, c'est-à-dire si nous voulons la rupture.

Aujourd'hui, au XXIe siècle, en Algérie nous sommes une génération de rupture qui affirmons que la jeunesse algérienne, les jeunesses des pays arabes, les jeunesses des Etats du monde ont droit au même traitement, l'universalité des droits, l'égalité vaut d'autres lois. D'Alger, à New York, à Moscou, en passant par la place Tahrir, et j'en oublie certainement, les pouvoirs conservateurs savent que chaque mouvement de jeunesse est un mouvement de rupture.

Je voudrais à la manière de Nizzar Kebbani terminer par un hommage aux femmes «Balkis, tu résumes toute civilisation. La femme n'est-elle pas civilisation ?»

K. B.-A.

DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION NATIONALE POUR LA LAÏCITE EN ALGÉRIE

Unies par un même idéal laïque
Pour le triomphe des droits des femmes sur les deux rives de la Méditerranée !

Les nouvelles de Tunisie, de Libye, du Maroc, d'Égypte, du Moyen-Orient de façon générale, sont bien inquiétantes et assombrissent lourdement le climat politique.

A la lame de fond démocratique et l'euphorie des premiers mois de l'année 2011 succède aujourd'hui la perspective d'une gouvernance islamiste dont les effets néfastes et dévastateurs sont largement sous-estimés, voire sciemment passés sous silence.

Le mouvement islamiste, organisé de longue date et implanté massivement grâce au maillage impressionnant de la société par un réseau dense de mosquées, a capté à son profit la colère des peuples arabes pour réaliser le hold-up du siècle ! Il a récupéré, détourné et confisqué ce que l'on a baptisé précipitamment le «printemps arabe».

Une telle dérive était prévisible. En effet, les rapports de forces qui ont dominé dans cette région du monde ne se sont jamais exercés pour faire triompher l'Etat de droit et les libertés individuelles. Dictateurs et islamistes, en parfaite connivence, adoubés par un Occident aveuglé par les calculs étroits du court terme, ont eu les mains libres pendant des décennies pour assécher la vie démocratique et réduire à néant les efforts des démocrates arabes à l'organisation politique de leurs peuples. Décapité et cassé par une répression féroce, le mouvement démocratique a été laminé et réduit en poussière.

Ceux qui ont porté aux nues le «printemps arabe» comme par enchantement ont viré leur cuti du jour au lendemain et aujourd'hui, nous rassurent sur notre avenir en tressant les lauriers à l'islamisme «modéré».

De qui se moque t-on ?

Obama pactise avec les terroristes que lui-même avait catalogués dans les black-lists, encourage le retour triomphal des Talibans dans le cadre de la pseudo «réconciliation nationale» en Afghanistan et encense le nouveau «modèle» tunisien. Même son de cloche du côté européen : pendant que Sarkozy et Cameron ferment les yeux sur la nature hideuse de la clique du pouvoir lybien, Catherine Ashton, la chef de la diplomatie européenne, se répand en courbettes devant les nouveaux maîtres du pouvoir.

Tout concourt à penser que le «plan du Grand Moyen-Orient» décliné en 2004 au Congrès par George W. Bush est en train de se mettre en place.

Hier, on nous demandait d'accepter des autocrates pour éviter les islamistes. Aujourd'hui, on nous demande de se faire bouffer à la sauce «light» de l'islamisme «modéré» ! Décidément l'heure est au grand écart ! Pourquoi cette volte-face à 180 degrés ?

Qu'entendent-ils donc ces prestidigitateurs du verbe par «islamisme modéré» ? Quel est le contenu concret qu'ils donnent à leur lubie ?

- Qu'ils nous disent alors ce qu'est le tutorat «modéré» du mâle sur les femmes !
- Qu'ils nous définissent ce qu'est la polygamie «modérée» !
- Qu'ils nous expliquent ce qu'est la répudiation «modérée» !
- Qu'ils nous montrent de quelle taille doivent être les pierres pour lapider «modérément» les femmes !!
- Qu'ils éclairent nos lanternes sur ce qu'est une fatwa «modérée» !

Par quel tour de magie, une idéologie de combat, comme l'islamisme, fondée sur des lois divines, accepterait-elle de se soumettre aux lois humaines ?

Les questions qui se posent aux femmes algériennes restent entières depuis longtemps. Voilà plus d'un quart de siècle que le code de la famille algérien, rebaptisé à juste titre, «code de l'infamie», impose depuis 1984 un carcan de souffrance et d'humiliation aux femmes en en faisant des mineures à vie.

Les femmes algériennes ont connu toutes les versions de l'islamisme : sa barbarie et son discours mielleux. C'est pourquoi, elles peuvent en parler en connaissance de cause comme leurs sœurs afghanes et iraniennes. Elles savent surtout que quelle que soit la version, la «hard» ou la «soft», ce ne sont en fait que les deux faces du même monstre : l'islamisme politique.

Quand la religion est au pouvoir, elle le corrompt et l'avilit. Elle l'entraîne aussi dans les bas-fonds de la violence. La confusion de la religion et du pouvoir est toujours un mélange qui détonne et celui-ci explose en premier lieu à la gueule des femmes, les premières victimes de l'islamisme politique comme le démontre l'histoire de l'Algérie.

Quelle différence y a-t-il entre un poison tout court et un poison «modéré» sinon celle de crever sur le champ ou de souffrir à petit feu toute une vie ? Comme le cyanure, l'islamisme politique est mortel à toutes les doses !!

De quelque point de vue que l'on se place, ni la polygamie, ni la répudiation, ni la lapidation ne sont de l'ordre de l'humain. Elles sont toutes une injure à l'humanité entière !

Il ne peut pas, il n'y a pas d'alchimie heureuse entre l'islam et la politique.

La malédiction des femmes algériennes continue jusqu'en France où les «conventions bilatérales» continuent d'exercer, au mépris de l'ÉGALITÉ CITOYENNE, leur chape de plomb et livrent les femmes algériennes à la férule de lois d'un autre âge.

En effet, la convention bilatérale de 1964 permet la reconnaissance de décisions rendues en Algérie (la répudiation de la femme par le mari) et sont validées par l'exequatur (procédure de reconnaissance, par le droit interne, d'une décision de droit d'un Etat étranger). L'accord franco-algérien du 27 décembre 1968, notamment l'article 6, prévoit que le renouvellement du certificat de résidence est subordonné à une communauté de vie effective entre les époux. En conséquence, dans le cadre de la loi du 9 juillet 2010 relative aux violences faites aux femmes, les Algériennes même si elles peuvent bénéficier de l'ordonnance de protection, hésitent à s'engager dans une procédure de divorce.

Elles vivent dans la peur de ne pas obtenir leur certificat de résidence ou son renouvellement (soumises au pouvoir discrétionnaire du préfet) et d'être confrontées à une procédure de reconduite à la frontière. Elles risquent de choisir de retourner chez le conjoint violent et rester à vivre avec leur bourreau face à un dispositif juridique qui discrimine et n'abolit pas les violences à l'égard des femmes. En France, les pressions se font de plus en plus sentir sur les garderies d'enfants, les écoles, les marchés, les hôpitaux, les cafétérias, les piscines, les services publics, les rues. Elles se cachent sous le masque de la tolérance, du pluralisme, du respect de la différence, du vivre-ensemble, de la liberté d'expression, du respect de l'autre, de l'ouverture à l'autre, de l'identité de l'autre, de la communauté de l'autre, de la culture de l'autre, des traditions de l'autre et bien évidemment de la religion de l'autre.

Le prosélytisme des évangélistes fleurit de plus en plus aux abords des gares et dans les marchés. Les intégristes catholiques redressent la tête. Ils tentent de perturber à Toulouse deux pièces de théâtre qu'ils jugent «blasphématoires» et font carrément irruption sur la scène du théâtre de la ville de Paris lors de la présentation de la pièce *Sur le concept du visage du fils de Dieu*.

Les intégrismes prospèrent en écho sur les deux rives de la Méditerranée mais nous ne cèderons pas à cette offensive généralisée contre les droits des femmes. Pour nous, la démocratie ne se limite pas à la seule arithmétique comptable. La démocratie repose aussi sur le socle des valeurs universelles et nous n'accepterons jamais que le droit à l'égalité femme/homme soit sacrifié sur l'autel de la trahison et des compromissions avec l'islamisme politique.

Les droits des femmes ne sont ni secondaires ni négociables, et aucune politique ne pourra prétendre défendre l'humanité entière si elle ignore les droits des femmes.

C'est pourquoi toutes les femmes du monde doivent converger leurs efforts pour lutter ensemble contre les intégrismes de tout bord pour qu'enfin soient reconnues une place entière aux femmes et que s'épanouissent leurs droits. Un tel combat ne réussira pas s'il n'est pas mené contre toutes les atteintes à la laïcité. Sans laïcité, aucune place ne sera faite aux droits des femmes.

Association nationale pour la laïcité en Algérie immigration